

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 25 (1916)
Heft: 20

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

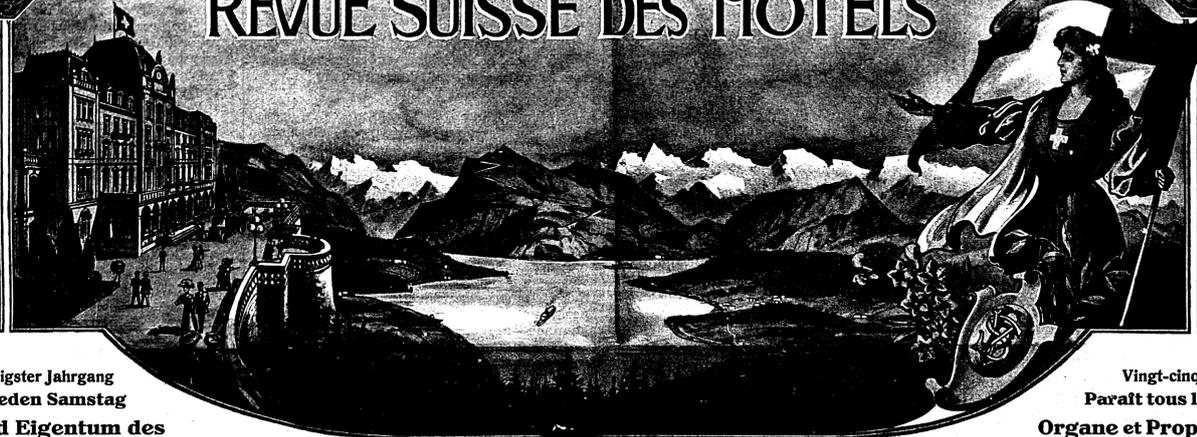
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Fünfundzwanzigster Jahrgang
Erscheint jeden Samstag

Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins

Vingt-cinquième Année
Paraît tous les Samedis

Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers

Die Vereinsmitglieder erhalten das Blatt gratis. Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

Alleinige Inseraten-Aufnahme: **RUDOLF MOSSE**, Annoncen-Expedition, Zürich und Basel.

Alleinige Konzessionärin für den in- und ausländischen Propagandendienst des Schweizer Hotelier-Vereins.

INTEGRATIONS- und Anzeigenpreis: Pro Zeile 30 Cts., Anzeigen ausl. Ursprungs 40 Cts., Reklamen ausl. Ursprungs Fr. 1.50.

ABONNEMENT: SCHWEIZ: Jährl. Fr. 10.—, halbjährl. Fr. 6.—, vierteljährl. Fr. 3.50, 2 Monate Fr. 2.50, 1 Monat Fr. 1.50. AUSLAND (inkl. Portozuschlag): Jährl. Fr. 15.—, halbjährl. Fr. 8.50, vierteljährl. Fr. 4.50, 2 Monate Fr. 3.20, 1 Monat Fr. 1.60.

Les annonces sont seules reçues par **RUDOLF MOSSE**, Agence de publicité, Zurich et Bâle.

Seule concessionnaire du service de publicité suisse et étrangère de la Société Suisse des Hôteliers.

PRIX DES ANNONCES: La petite ligne 30 cts., annonces de l'étranger 40 cts., réclames fr. 1.25, réclames de l'étranger fr. 1.50.

ABONNEMENTS: SUISSE: 12 mois fr. 10.—, 6 mois fr. 6.—, 3 mois fr. 3.50, 2 mois fr. 2.50, 1 mois fr. 1.50. ÉTRANGER (frais de port compris): 12 mois fr. 15.—, 6 mois fr. 8.50, 3 mois fr. 4.50, 2 mois fr. 3.20, 1 mois fr. 1.60.

Postcheck- & Giro-Konto No. V, 85

Redaktion und Expedition: St. Jakobstrasse No. 11, Basel. Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: E. Stigeler, Basel.

TELEPHONE No. 2406

Redaktion und Administration: St. Jakobstrasse No. 11, Bâle. Druck: Schweizerische Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

Compte de chèques postaux No. V, 85

Aufnahme-Gesuche. Demandes d'Admission.

Mr. Roger Voruz, Hôtel de Montreux, Lausanne 49
Parrains: MM. J. Reisser, Hôtel du Château, Ouchy, et E. Schweitzer, Hôtel des Voyageurs, Lausanne.

Wenn innert 14 Tagen keine Einsprache erhoben wird, gilt obiges Aufnahmegesuch als genehmigt.
Si d'ici 15 jours il n'est pas fait d'opposition, la demande d'admission ci-dessus est acceptée.

AVIS

Kochkurse der Hotelfachschule
des
Schweizer Hotelier-Vereins
in Cour-Lausanne.

Am 25. Mai 1916 beginnt ein neuer
Kochkurs
mit Dauer bis 10. September a. c.
Auskünfte und Unterrichtsplan durch die
Direktion der Hotel-Fachschule
in Cour-Lausanne.

Cours de cuisine de l'Ecole professionnelle
de la
Société Suisse des Hôteliers
à Cour-Lausanne.

Le 25 Mai 1916 commencera un nouveau
Cours de cuisine
avec durée jusqu'au 10 Septembre.
Pour renseignements et plan d'enseignement s'adresser à la
Direction de
l'Ecole Hôtelière à Cour-Lausanne.

Extrait du procès-verbal
des
délibérations du Comité
de la
Séance du 29 Avril 1916, à 9 h. du matin,
au Bureau central à Bâle.

Sont présents:
Mr le Dr O. Töndury, président,
L. Gredig, vice-président,
E. Bezzola, suppléant,
A. Brenni,
Ch. Elsener,
E. Stigeler, secrétaire.

Délibérations:

1^o Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

2^o Action de secours. — Il est pris connaissance des réponses faites à la circulaire du Comité au sujet de l'action de secours et parvenues au dernier moment. Le Président présentera à la prochaine séance du Conseil de surveillance un rapport détaillé sur les réponses envoyées par les Sociétés locales et par différents membres du Conseil de surveillance.

3^o Calcul des prix pour enfants. — Le Comité fixe, pour transmission au Conseil de surveillance, sa motion relative à cette question en se basant sur les propositions formulées par les Sociétés locales d'hôteliers.

4^o Hôtels réquisitionnés par les autorités militaires. — Un membre de la Société a adressé au Comité une longue protestation dans laquelle il se plaint de ce qu'une commune située dans la zone frontalière se refuse à payer elle-même une indemnité quelconque pour l'accaparement de son hôtel réquisitionné militairement d'une façon presque permanente depuis le commencement de la guerre.

L'examen de cette affaire établit que, d'après la loi, c'est affaire des communes de pourvoir aux cantonnements. Il n'existe malheureusement pas de normes, reposant sur base légale, pour des indemnités de communes aux propriétaires de cantonnements. Par contre, selon une décision du Conseil fédéral en date du 5 Novembre 1915, le Département militaire fédéral est autorisé à payer un supplément journalier d'indemnité de 2 centimes par homme et de 2 centimes par cheval en faveur des fournisseurs de cantonnements dans les communes qui justifient depuis le début de la mobilisation d'une occupation de troupes d'une durée totale de 5 mois, l'effet de cette décision commençant à partir du sixième mois.

L'hôtel en question étant complètement dépourvu du trafic des voyageurs, son occupation militaire permanente, sans paiement d'une indemnité convenable par l'autorité municipale, équivaut non seulement à un gros préjudice pour l'hôtelier, mais aussi à une inégalité de traitement par rapport aux autres habitants de la commune, les prestations exigées de lui étant beaucoup plus élevées que les prestations exigées de ses autres habitants. Le Comité a décidé en conséquence d'intercéder auprès de l'autorité locale pour qu'une modeste indemnité soit accordée encore après coup, par raison de justice et d'équité, au sociétaire qui a dû subir le dommage.

5^o Rapport sur l'exercice annuel. — Le projet élaboré par le Secrétaire pour le rapport concernant l'exercice 1915/16 est discuté et approuvé avec quelques compléments.

6^o Comptes annuels. — Il est pris connaissance des comptes annuels 1915/16 de la Société, de la Commission de propagande, du Bureau central et du Fonds Tschumi, examinés par le réviseur-comptable assermenté. Ces comptes sont approuvés en vue de leur remise au Conseil de surveillance.

Les membres du Comité parcoururent avec intérêt toute la comptabilité de la Société.

7^o Le budget pour l'année 1916/17 est établi en projet.

8^o Conseil de surveillance. — La prochaine séance ordinaire du Conseil de surveillance est

fixée au Vendredi, 12 Mai. Zurich est choisi comme lieu de réunion.

L'ordre du jour en est arrêté. Il sera incessamment adressé en imprimé aux membres du Conseil de surveillance.

9^o Assemblée générale. — Il est décidé de proposer au Conseil de surveillance de tenir à Zurich le Samedi, 17 Juin, l'Assemblée générale de cette année. Le projet d'ordre du jour est établi pour transmission au Conseil de surveillance.

10^o Liste des membres. — Sur la proposition du Secrétaire il est décidé de renoncer cette année comme l'an dernier, cela pour des raisons d'économie, à la publication de la liste des membres de la Société. Les changements, survenus dans l'effectif des sociétaires et des Conseils de la Société depuis la dernière édition seront publiés comme supplément particulier à la dernière liste parue et un exemplaire en sera adressé à tous les sociétaires.

11^o Schéma pour la comptabilité d'hôtel. — Le Conseil de surveillance avait chargé, il y a deux ans, le chef du Bureau central et le réviseur-comptable assermenté de la Société d'établir un schéma pour la tenue des livres d'hôtels. Le projet de ce schéma est terminé et le Comité décide de le soumettre au Conseil de surveillance, afin que celui-ci puisse décider si le dit schéma devra être remis aux sociétaires et de quelle façon il le sera.

12^o Guide des hôtels. — Eu égard au prolongement de la guerre il est décidé de proposer au Conseil de surveillance de renoncer aussi pour l'année 1917 à la publication d'une nouvelle édition du Guide des hôtels. La provision d'exemplaires de la dernière édition est encore assez forte pour satisfaire à tous les besoins.

13^o Œuvre d'hospitalisation des infirmières. — Le Secrétaire présente un rapport sommaire sur la récente fondation d'un comité d'initiative suisse pour l'hospitalisation d'infirmières ressortissantes à des Etats belligérants et obligées de restaurer leur santé. Les membres de la Société recevront à ce propos une circulaire dans laquelle ils seront invités à coopérer à cette nouvelle œuvre humanitaire.

La séance est levée à 5 1/2 heures.
Le Président: Dr O. Töndury.
Le Secrétaire: E. Stigeler.

Zukunftssorgen.

Dass für die neutralen Kleinstaaten, die wie unser Land hart an der Peripherie der Kriegszone liegen, kein Grund besteht, besonders optimistisch in die nächste Zukunft zu blicken, kann man jetzt alle Tage in der politischen Presse lesen und wird auch durch die allgemeine Kriegslage bestätigt. Abgesehen vom Orient, wo sich Erfolg und Misserfolg der Entente ungefähr die Wage halten, hat sich auf allen Kriegsschauplätzen seit mehreren Wochen kein Ereignis von weittragender Bedeutung eingestellt und selbst die Riesenschlacht von Verdun scheint nicht die Früchte zeitigen zu wollen, die man hüben und drüben von ihr erwartete. Die Heerführer suchen zwar überall die Entscheidung; statt dessen hat sich aber mehr und mehr ein Gleichgewicht der Kräfte herausgebildet, das nichts

weniger als ein baldiges Ende der fürchterlichen Völkerheimsuchung ahnen lässt. Allerdings meinen viele Kritiker, die sich den Anschein geben, mehr zu wissen, als andere Sterbliche, die gegenwärtige stationäre Lage auf dem weitaufgänger Kriegstheater sei nur die bekannte Stille vor dem Sturm, der bald ein verheerendes Ungewitter naturnotwendig folgen müsse. Und in der Tat, hinter der relativen Kampfesruhe in West und Ost verbirgt sich ein fieberhaftes Rüsten, das auch die letzten mobilen Kräfte verwendungsfähig macht, um in die Wagschale der grossen Entscheidung geworfen zu werden, die von den Mächten schon aus wirtschaftlichen wie politischen Gründen angestrebt wird und angestrebt werden muss. Vor den Augen der neutralen Beobachter wird sich demnach über kurz oder lang ein neues Schauspiel gewaltiger kriegerischer Eruption abspielen, und da sich über Art, Ort und Zeit der kommenden grossen Ereignisse nur Vermutungen anstellen lassen, so ist es nur natürlich, wenn der Auszustehende die Sorge nicht los wird, auch die kleinen neutralen Staaten könnten gegen ihren Willen in den Kriegsstrudel gezogen werden. Darum ist es für die kleinen Völker erste Pflicht, gerade jetzt die Kampfhandlungen mit gespannter Aufmerksamkeit zu verfolgen und vor allem: ihr Pulver trocken zu halten!

Erscheint schon die augenblickliche Kriegslage und namentlich die Aussicht auf die bevorstehenden Entwicklungsmöglichkeiten nicht derart rosig, um die politischen Befürchtungen der Neutralen völlig niederzuzahlen, so ist ihre Situation in wirtschaftlicher Hinsicht womöglich noch besorgniserregender. Denn hier handelt es sich nicht mehr wie dort um blosser Vermutungen, die sich bald zu ersten Gefahren verdunkeln, bald wieder aufhellen, sondern um fassbare Tatsachen wie den Handelskrieg, die Zensur und Beschlagnahme der neutralen Post u. a. m., alles Massnahmen, die die friedlichen Völker in kaum noch erträglicher Weise in Mitleidenschaft ziehen. Namentlich in unserer kleinen Schweiz, an deren Granitwall sich ringsum die Flutwellen des Krieges brechen, die rings von mächtigen Völkern eingeschlossen und die demnach in ihren wirtschaftlichen Verhältnissen, im Auslandsverkehr, ganz auf die Gefälligkeit der Nachbarn angewiesen ist, macht sich die Abschneidung vom Weltverkehr stets nachhaltiger fühlbar. Die Hemmung in Handel und Wandel, die Erschwerung, ja Unterbindung der Zufuhren, wird nachgerade zur Kalamität, die unser wirtschaftliches Eigenleben und damit unsere Selbständigkeit ernstlich bedroht. Was liegt daher näher als der Wunsch, es möchte dem schrecklichen Krieg doch endlich durch irgend eine entscheidende Wendung ein Ziel gesetzt werden, damit auch das grausame Spiel gegenüber den Neutralen ein Ende findet, und damit diese kleinen Völker ihrer Arbeit ungestört durch fremde Einflüsse wieder nachgehen können!

Dass die wirtschaftliche Schädigung keinem andern Gewerbe in dem Umfang zusetzt, wie der Hotellerie, ist an dieser Stelle schon öfters erörtert worden. Desgleichen wurde wiederholt vor allzu optimistischen Hoffnungen auf einen baldigen Aufschwung des Reiseverkehrs gewarnt, zumal die gewaltige Reichtumszerstörung, die der Krieg für alle Nationen und alle verbenden Bevölkerungsschichten im Gefolge hat, selbst den besser situierten

Kreisen eine gewisse Sparsamkeit in ihren Luxusausgaben noch für längere Zeit auferlegen wird. Auch wir glauben zwar an ein Wiederaufwachen der Reiselust nach dem Kriege, schon weil die Menschheit neue aufheuernde, das Gemüt und die Seele erschütternde Erlebnisse braucht, um die dumpfen Eindrücke der langen, schweren Kriegszeit aus dem Gedächtnis zu tilgen. Auch werden Handel und Industrie, um die Güterproduktion, den gestörten Absatz neu herzustellen, genötigt sein, die zerrissenen Bande der Weltwirtschaft wieder anzuknüpfen. Und dazu sind vor allem Reisen notwendig! — Ob aber der Lust zu Vergnügensreisen, die nach den niederdrückenden Erlebnissen der qualvollen Kriegszeit ohne weiteres als vorhanden angesehen werden darf, auch das für diesen Zweck nötige Kleingeld entsprechen wird, das ist eine Frage, die wir nicht für alle in Betracht kommenden Kreise bejahen möchten. Es wird unstrittig nach dem Kriege viel gearbeitet, verdient und gespart werden müssen, ehe der Vergnügensreise- und Touristenverkehr sich zu der früheren Ausdehnung und Dichte zu entwickeln vermag. Woraus folgt, dass die Epoche der mageren Erntejahre für die Hotelindustrie mit dem Kriegsende noch keineswegs als abgeschlossen betrachtet werden darf.

Dazu gesellt sich für die schweizerische Hotellerie dann noch der verschärfte Wettbewerb der ausländischen Konkurrenz, die schon heute die intensivsten Anstrengungen macht, den internationalen Reiseverkehr an sich zu reissen, ihn nach Art des Wirtschaftskrieges so zu orientieren, dass auch in dieser Hinsicht die Welt in zwei feindliche Lager getrennt werden und für die kleinen Neutralen möglichst wenig abfallen soll. Es ist zwar anzunehmen, dass die Schweiz ihren Reiz, ihre Anziehungskraft auf das Publikum auch weiterhin ausüben, ihren Rang als Reiseland in alle Zukunft behaupten wird. Und es steht fest, dass zwischen den enthusiastischen Reden an den Wirtschaftskonferenzen und der fruchtbaren Tat noch ein weiter Weg liegt; aber das hartnäckige Liebeswerben der französischen Hotellerie um die Gunst der Reisewelt Amerikas, Englands und Russlands, wie die Konferenzen des deutsch-österreichischen Ausschusses zur Förderung des gegenseitigen Verkehrs, an dessen kürzlichster Sitzung in Wien nichts geringeres als die «Neuorientierung des Fremdenverkehrs nach dem Kriege» proklamiert wurde, sind doch Symptome, die, wenn auch nicht direkt besorgniserregend, doch dazu angetan sind, unsere Hoteliers zum Aufsehen zu gemahnen, ihnen zum mindesten vor Augen zu führen, dass auch die schweizerische Hotelindustrie vor Kriegsende über die Richtlinien schlüssig werden muss, die sie zur Behauptung ihrer Position im Weltreiseverkehr einzuhalten gedenkt, zumal die Propagandafragen sie möglicherweise vor ganz neue Probleme stellen. Man mag uns vielleicht entgegenhalten, dass zur Lösung dieser Fragen nach Friedensschluss noch Zeit genug sei; wir aber sagen: besser früh als spät! Dies namentlich im Hinblick auf die fremde Konkurrenz, die schon heute ihre Vorkehrungen trifft, weil sie weiss, dass im Fremdenverkehr «die Letzten niemals die Ersten» sein werden.

Dass die Volkswirtschaft aller Länder den Wert und die Bedeutung des Reiseverkehrs als hochwichtig einschätzen und mehr und mehr auch ihre Regierungen auf diesen Wirtschaftsfaktor aufmerksam machen, geht aus gewissen Erfahrungen hervor, die in Hotelleriekreisen unseres Landes zum Teil erst im Laufe der jüngsten Zeit gesammelt wurden. So konnte während der letzten Wintersaison in zahlreichen Höhenstationen konstatiert werden, dass von allen fremden Nationalitäten insbesondere das englische Element ganz unverhältnismässig schwach vertreten war. Diese den Fachleuten schier unerklärliche Erscheinung musste natürlich jedermann auffallen, in erster Linie den Hoteliers. Als diese sich dann nach der Ursache erkundigten, brachten sie zu ihrem nicht geringen Erstaunen in Erfahrung, die britische Regierung stelle keine Pässe zur Auswanderung mehr aus, namentlich keine Reisepässe nach der Schweiz, weil die Gefahr vorliege, dass vermögliche Familien sich in diesem Lande niederlassen könnten. — Es ist nicht erkennbar, ob dies der einzige oder auch nur vorherrschende Beweggrund ist, der die britische Regierung bei ihrem Vorgehen beeinflusst; wahrscheinlich hat aber vor allem andern der Umstand mitgesprochen, während der jetzigen Kriegszeit, mit der riesigen Kraftanstrengung auf allen Gebieten, auch diejenigen Summen dem Lande zu erhalten, die bisher von englischen Reisenden in der Schweiz für Kurzwelcke ausgegeben wurden. Dass jedenfalls nicht allein die Furcht vor der Niederlassung englischer Staatsbürger im Ausland, sondern allgemein die Verhütung starker Geldabflüsse an die Neutralen den Ausschlag gab, erhellt ohne weiteres aus der Tatsache, dass hochgestellte, verdiente Persönlichkeiten, denen die britischen Behörden den Auslandspass nicht gut verweigern können, ganz einfach der französischen Überfahrtskontrolle signalisiert werden, die in solchen Fällen regelmässig die Erlaubnis zur Ueberfahrt nach dem Kontinent zu verweigern hat. Nicht Animosität gegen die Schweiz veranlasste also die britische Regierung zu ihrem Auswanderungsverbot, sondern die Rücksichtnahme auf die finanzielle Lage des eigenen Landes. Trotzdem bedeutet aber die Massnahme eine Beeinträchtigung

schweizerischer Interessen, da sie unserer Hotellerie einen gewichtigen Teil ihrer Klientele entzieht.

Offenbar durch das englische Vorbild angeregt, sind nun auch deutsche Behörden dazu übergegangen, dem Reiseverkehr nach dem Auslande Schwierigkeiten in den Weg zu legen. Das Berliner Polizeipräsidium erliess nämlich vor kurzem eine Verordnung, wonach zu Erholungs- und Vergnügensreisen ins Ausland während der Dauer des Krieges keine Pässe mehr ausgestellt werden. Nur kranke Personen, die durch ärztliches Zeugnis nachzuweisen vermögen, dass sie der Kur in einem bestimmten ausländischen Kurort dringend bedürfen, erhalten die Erlaubnis, das Land zu verlassen. Um etwaigen Auslegungen, als richte sich die Massregel speziell gegen neutrale Reisegebiete, die Spitze abzubrechen, erstreckt sich die Verordnung sogar auf Reisen nach Oesterreich-Ungarn, doch ist bei der bekannten Propagandafähigkeit reichsdeutscher Zeitungen für die österreichischen Alpenländer kaum anzunehmen, dass diese Bestimmung überhaupt ernst gedacht ist. Das Berliner Polizeipräsidium dürfte mit seiner Verordnung wohl auch kaum allein bleiben, sondern es werden über kurz oder lang noch andere deutsche Behörden mit ähnlichen Verfügungen folgen. Und dass die vexitatorische Massregel ganz bestimmte, den Neutralen-ungünstige Ziele verfolgt, erhellt aus dem Umstande, dass Reisenden österreichischer Staatsangehörigkeit die Ausreise nach der Schweiz über die Grenze Grenzübertretstellen, den Reisenden deutscher Staatsangehörigkeit die Ausreise über österreichische Grenzstellen von jetzt ab nicht mehr gestattet ist, falls sie sich nicht über einen längeren Wohnsitz (mindestens seit 1. August 1914) in den betreffenden Ländern ausweisen können. Es handelt sich da möglicherweise um Vorsichtsmassnahmen zur Verhütung von Desertionen, doch ist es kaum wahrscheinlich, dass nach bald zweijähriger Kriegsdauer in den beiden Staaten noch eine erhebliche Zahl Militärpflichtiger vorhanden ist, die sich der Einberufung zu entziehen wussten. Vielmehr werden auch in Deutschland Gründe finanzwirtschaftlicher Natur diese Verkehrserschwerungen veranlassen haben und man wird nicht fehlgehen, wenn man annimmt, es sei ganz einfach auf die Verhütung des mit dem Reiseverkehr verbundenen, beträchtlichen Geldexports abgesehen. Wir in der Schweiz können das auch begreifen, denn schliesslich ist sich jeder selbst der Nächste!

Das englische wie das deutsche Vorgehen bedeutet aber für die schweizerische Hotelindustrie eine ernste wirtschaftliche Schädigung und ist somit nicht dazu angetan, die Hoffnungen unserer Hoteliers für die nächste Zukunft zu stärken. Wahrlich, die Aussichten werden immer schwieriger, je länger das Kriegsende auf sich warten lässt!

Die Hotelindustrie in Oesterreich und der Krieg.

An der Generalversammlung des Reichverbandes österreichischer Hoteliers, die am 18. April in Wien abgehalten wurde, erstattete Präsident Karl Sukkulf ein interessantes Referat über die durch den Krieg geschaffene Lage der Hotelindustrie Oesterreichs. Er führte nach einem Bericht der «Östr. Hotelindustrie» u. a. folgendes aus:

Schon der Kriegsbeginn führte eine ausserordentlich tiefe Schädigung der Interessen der Hotelindustrie herbei, indem er eine panikartige Flucht aller ausländischen Gäste hervorrief, hauptsächlich verursacht durch die offizielle Anzeige, dass infolge der Notwendigkeit der durchzuführenden Truppentransporte eine zeitweilige Sperrung des Eisenbahnverkehrs eintreten könne. Diese schwere Schädigung hätte sich un schwer vermeiden lassen, denn die praktische Erfahrung hat gezeigt, dass nach den ersten Truppenabschüssen sich der normale Verkehr der Eisenbahnen wieder retablieren konnte und daher die Gefahr einer Isolierung ganzer Gegenden in Wirklichkeit nicht bestanden hat. Durch die plötzliche Stagnation im Fremdenverkehr und die überstürzte Abreise aller anwesenden Fremden wurden die sämtlichen österreichischen Kurorte, welche in der Sommerszeit für den Fremdenverkehr massgebendste Faktoren sind, in der schwerigsten Weise betroffen. Auch im zweiten Kriegsjahre erschien das Gleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage vollkommen gestört. Befürchtungen der verschiedensten Art haben einen Fremdenzug aus den befreundeten und neutralen Ländern vollständig unterbunden. Man hegte namentlich grosse Befürchtungen hinsichtlich der Möglichkeit einer regelmässigen Approvisionnement und dies bewirkte, dass die nordböhmischen Kurorte in ihrer Frequenz um zwei Drittel des Normalen gesunken sind, obwohl sie glänzend verproviantiert waren und in Wirklichkeit in dieser Hinsicht nicht die geringste Sorge bestand. Am schwersten gelitten haben unzweifelhaft jene Hotels, welche auf die englische und amerikanische Klientel eingerichtet waren, den Luxusansprüchen dieser Klientel entsprechend mit grossen Reagen belastet sind. Im allgemeinen muss gesagt werden, dass die Kriegswirren im zweiten Jahre eine konstante Störung des Fremdenverkehrs und der davon abhängigen Interessen der österreichischen

Hotelindustrie hervorgebracht haben. Diese ungünstigen Verhältnisse erlitten noch eine weitere wesentliche Verschärfung durch den Ausbruch des Krieges mit Italien, indem dadurch die bis dahin noch ziemlich verschonten Gebiete des Küstenlandes und Tirols aus dem Fremdenverkehr vollständig ausgeschaltet wurden. Von da ab hat sich ein eigentliches Hotelleben nur in den grossen Städten der Monarchie bemerkbar gemacht. Aber auch hier handelte es sich lediglich um ein Scheinleben, bei welchem von einer Erzielung von Gewinnen der beteiligten Hotelindustriellen keine Rede sein konnte.

Unter den heutigen Verhältnissen ist jedes Hotel von Rang auf den grossen internationalen Fremdenverkehr eingerichtet und auf diesen angewiesen. Der internationale Fremdenverkehr stellt grosse Ansprüche an Komfort und ziemlich weitgehenden Luxus und die aus diesen Verhältnissen entspringenden grossen Reagenauslagen können unmöglich ihre Deckung in solchen Einnahmen finden, die aus der Beherbergung angereicherter Fremden, welche notwendige Reisen machen, aus der Beherbergung von Flüchtlingen oder Militärpersonen erzielt werden können. Es ist vollkommen ausgeschlossen, dass erstklassige Hotels mit ihren bedeutenden Reagenauslagen, welche bei den durch die Rücksichtnahme auf den internationalen Fremdenverkehr entspringenden Verhältnissen ganz unvermeidlich sind, unter den bestehenden Umständen auch nur halbwegs auf ihre Rechnung kommen, nachdem selbst die übrigen Gäste das sichtlich Bestreben an den Tag legen, alle nicht unbedingt notwendigen Auslagen zu vermeiden. Hierbei soll von der Schwierigkeit der Beschaffung des Rohmaterials und von den Schwierigkeiten der Erlangung eines gut funktionierenden Personals und von weiteren zahlreichen Erschwernissen, welche die Kriegsverhältnisse mit sich gebracht haben, vollständig abgesehen werden.

Die ungünstigen Erscheinungen, mit welchen die Hotelindustrie zu kämpfen hat, sind aber keineswegs bloss in Oesterreich, sondern in den sämtlichen kriegführenden und auch in den neutral geliebten Staaten zu Tage getreten. So sah sich Italien genötigt, die weitgehenden Schutzmassnahmen für seine ganz darniederliegende Hotelindustrie zu treffen, die auf Jahre berechnet sind und noch weit über die mögliche Kriegsdauer hinausgehen. Vollkommen analoge Verhältnisse traten auch in Frankreich zu Tage. In Deutschland stehen Massnahmen zum Schutze der deutschen Hotelindustrie derzeit in Beratung. Die neutral geliebene Schweiz ist angewiesen, ihre Hotels durch Schaffung von Kreditvereinigungen, an deren Spitze die schweizerischen Kantone und Städte sowie Banken stehen, am Leben zu erhalten.

Die österreichische Hotelindustrie kann es mit grosser Freude begrüssen, dass infolge der nachdrücklichen Initiative unseres Reichverbandes und der wohlwollenden werktätigen Förderung unserer Bestrebungen durch den Herrn Reichsratsabgeordneten Max Friedmann, sich sowohl das Ministerium für öffentliche Arbeiten, als auch das Justizministerium bewegen gefunden haben, vielfach schützende Massnahmen zu Gunsten der österreichischen Hotelindustrie durchzuführen. In dieser Beziehung soll namentlich hingewiesen werden auf die seinerzeitigen Ausnahmebestimmungen im Moratorium zu Gunsten der Fremdenindustrie, auf die vom Ministerium für öffentliche Arbeiten eingeleitete staatliche Hilfsaktion und auf die vom Justizministerium verfügten Massnahmen zur Regelung der Hypothekerverpflichtungen der Hotelindustrie innerhalb und ausserhalb des engeren Kriegsgebietes. Dringend erforderlich ist aber auch eine Regelung des Verhältnisses der Hotelpächter, welches zu erlangen der Reichsverband nach wie vor unausgesetzt bemüht sein wird. Es darf gesagt werden, dass die bisher vom Staate verfügten Schutzmassnahmen, welche unabhäresbar Unheil von der österreichischen Hotelindustrie abzuwenden geeignet sind, nicht nur im Interesse der Hotelindustrie selbst, sondern nicht minder im Interesse der gesamten österreichischen Volkswirtschaft und des Staates selbst gelegen sind, denn wären jene grossen Kapitalien, welche vor Ausbruch des Krieges in die im Aufblühen begriffene Hotelindustrie investiert worden sind, durch einen Mangel an wirksamem Schutz gefährdet worden oder verloren gegangen, so hätte das Vertrauen des österreichischen Kapitals zu Hotelunternehmen einen unheilbaren Stoss erlitten müssen und es hätte die Wiederaufrichtung der für den Fremdenverkehr notwendigen Institutionen dem Staate und den Ländern hunderte von Millionen an Kosten aufgebürdet.

Die österreichische Hotelindustrie darf wohl mit einem gewissen Vertrauen in die Zukunft blicken und sie darf hoffen, dass nach Beendigung der Kriegswirren der Fremdenverkehr einen sehr lebhaften Aufschwung nehmen wird. Um einen solchen herbeizuführen, ist es jedoch unbedingt notwendig, in rechtzeitige Fühlung mit jenen Interessenten zu treten, von welchen wir erwarten, dass durch sie das Hotelleben und der Handelsverkehr neue Impulse erfahren sollen und das sind vornehmlich die Interessenten jener Länder, welche während des Krieges mit Oesterreich innig verbunden gewesen sind. Hier werden wechselseitige Besuche und persönliche Fühlungnahme ein wichtiges Mittel darstellen, um zu den erhofften Resultaten zu ge-

langen. Es darf wohl gesagt werden, dass der Reichsverband es auf diesem Gebiete an der nötigen Voraussicht nicht hat ermangelt lassen. Es wurde bereits vor Monaten an die Regierung herantreten, damit rechtzeitig eine weitgehende Propaganda für Oesterreich im Deutschen Reiche entfaltet werde. Die Intentionen des Reichsverbandes, welche von Seite des Ministeriums für öffentliche Arbeiten wohlwollende Förderung fanden, sind zwar aus gewissen Rücksichten während der Kriegsdauer nicht zur Durchführung gelangt, doch bleiben die erforderlichen Mittel für eine im Deutschen Reiche zu entfaltende Propaganda reserviert und dürfen wir uns von einer geschickten Durchführung derselben die segensreichsten Wirkungen für die österreichische Hotelindustrie versprechen. Es soll noch kurz darauf hingewiesen werden, dass die Kriegswirren auch im Hinterlande eine Reihe von schwierigen Erscheinungen hervorgerufen haben, welche mit grosser Wucht in die Hotelindustrie eingreifen. Hierzu gehören in erster Reihe die Verteuerung aller für den Betrieb eines Hotels erforderlichen Rohmaterials, verbunden mit der mitunter recht schwierigen Möglichkeit einer Beschaffung derselben. Es muss festgestellt werden, dass die notwendig gewordenen Regulierungen der Preise sich keineswegs in jenem Rahmen bewegten, welcher der Verteuerung im Einkaufe hätte die Wage halten können und dass daraus eine weitgehende Verschlechterung der Einnahmquellen entsprungen ist. Das auch in normalen Zeiten vielfach beklagte Defizit im Küchenbetriebe hat sich unter den gegebenen Verhältnissen sehr wesentlich gesteigert und konnte um so weniger auf anderem Gebiete aufgewogen werden, als infolge der Einschränkung in der Bierproduktion und infolge der eingetretenen Verteuerung der Weineinkaufspreise sich auch die Überschüsse aus dem Kellervirtschaftsbetriebe sehr bedeutend verringert haben. Es muss geradezu als erstaunlich bezeichnet werden, dass ungeachtet dieser entgegenkommenden Haltung der Hoteliers und Restaurationsbesitzer, welche vielfach sogar in eine sehr beklagenswerte Preis-schleuderei ausartete, noch immer vielfache Anzeigen wegen angeblicher Preistreiberei erstattet werden, welche nach den geschilderten Verhältnissen jedweder Berechtigung entbehren und gegen welche der Reichsverband um so entschiedener Stellung nehmen musste, als schon durch die blossen Anzeige und eine eventuell auf Grund derselben erfolgende Gerichtsverhandlung den betroffenen Personen vielfacher Zeitverlust und sonstige Unannehmlichkeiten entstehen müssen und durch etwaige nachfolgende Zeitungspublikationen eine ganz unberechtigte Schädigung des Renommées hervorgebracht wird.

Lebensmittelkontrolle pro 1915 im Kanton Basel-Stadt.

(Aus dem Bericht des Kantons-Chemikers.)

Im Laboratorium des Kantons-Chemikers gingen im Berichtsjahre 6160 Aufträge auf Prüfung von Lebensmitteln ein, von denen 168 Fälle zu Beanstandungen und gerichtlicher Verzeigung führten, während 35 leichter Fälle, wo nur ein fahrlässiges Verhalten der Beklagten vorlag, mit einer blossen Verwarnung endigten.

Aus den Analysen von Bier aus Basel und Rheinfelden ging allgemein hervor, dass infolge des Bundesratsbeschlusses vom 27. November 1914, wonach Bier aus 10prozentiger Stammwürze als zulässig erklärt wurde, die Stammwürzen besonders im Mai erheblich zurückgingen, wenn sie auch noch in keinem Fall die zulässige untere Grenze erreicht haben. Der teilweise Ersatz der Gerste durch Reis macht sich im Gehalt an Phosphorsäure und Stickstoff deutlich bemerkbar. Der Gehalt der Biere an nahrhaften Bestandteilen hat infolge des eingetretenen Mangels an Malz abgenommen; ob und in welchem Masse dies auch auf die geschmacklichen Eigenschaften der Biere von Einfluss gewesen ist, müssen wir dem Urteile der Biersachverständigen überlassen.

Eine als alter französischer Cognac bezeichnete Ware genigte weder in Bezug auf die Sinnesprüfung, noch hinsichtlich ihrer chemischen Zusammensetzung aus ein Cognac zu stellenden Anforderungen und musste auf Grund unserer Untersuchung als Kunstcognac bezeichnet werden.

Zwei ausländische Tresterbranntweine enthielten etwas mehr als die zulässige Menge Kupfer, nämlich 0,042 und 0,045 Gramm im Kilogramm. Da sie 65 Vol. % Alkohol enthielten und demnach zum Herabstellen bestimmt waren, wird eine erhebliche Verminderung des Kupfergehaltes stattfinden.

In mehreren Kirschbranntweinen, die auch sonst zu beanstanden waren, fanden wir bis zu 8/100 Rohrzucker.

Sogenannte Tee-Grogg-Würfel in Pergamentpapierpackung, die in verschiedenen Geschäften erhoben worden waren, enthielten nur noch 0,6, 0,8 und 3,3 cm³ Alkohol in 100 cm³, während sie nach Angabe des Fabrikanten ursprünglich etwa 20% Rum enthalten haben sollten. Da natürlich auch der Geruch nach Rum verschwinden war und die Würfel teilweise einen seifigen Geschmack aufwiesen, mussten sie als verdorben beanstandet werden. Wenn es überhaupt möglich ist, solche Prä-

parate in einwandfreier Qualität herzustellen, so müssen sie in luftdicht schliessender Packung in den Handel gebracht werden.

Bei einer Tafelbutter beobachteten wir das in früheren Berichten mehrfach erwähnte Talgwerden schon innerhalb 24 Stunden. Eine andere Tafelbutter war wegen deutlich ranzigem Geruch und Geschmack zu beanstanden, obwohl der Säuregrad nur 3,9 betrug.

Es wurde eine zum Einsäen bestimmte Butter mit ausgeprägtem Geruch und Geschmack nach grünen Erbsen beobachtet. Nach dem Auslassen war davon nichts mehr zu bemerken.

Gegen Ende des Jahres musste mehrfach süsse Butter inländischer Herkunft wegen zu geringem Fettgehalt beanstanden werden. Der niedrigste Fettgehalt betrug 76,7 %. Es bedarf wohl keiner weiteren Begründung, dass man bei den gegenwärtigen hohen Butterpreisen in dieser Beziehung weder dem Produzenten, noch dem Händler gegenüber Nachsicht walten lassen darf, sondern vielmehr darauf dringen muss, dass der durch die Lebensmittelverordnung vorgeschriebene Minimalgehalt von 82 % Fett voll geliefert werde. Den in Betracht kommenden Amtskollegen wurden jeweiligen die Adressen der Lieferanten milderwertiger Butter zur Kenntnis gebracht.

In einer Haushaltung zeigten sich einige Zeit nach dem Auslassen von Butter in dem ausgelesenen Fett grünliche Flecken, welche zu dem Verdacht Anlass gaben, es könnte sich etwas von der Nickelpanne darin gelöst haben. Die Untersuchung zeigte indessen, dass die Flecken durch Schimmelpilzwucherungen verursacht waren. Solche konnten sich bilden, weil die Butter beim Auslassen, um ein Brennmaterial zu sparen, nicht hoch genug erhitzt worden war.

Der Verkauf von Kunsthonig aus sogen. Honigpulver, welches künstliche Farbstoffe und Aromastoffe enthielt, musste gemäss Art. 110 der Lebensmittelverordnung verboten werden. Ein solches Präparat war sogar auf dem Markt feilgeboten worden.

Ein Fabrikant von Kunsthonigpulver suchte das Verbot von künstlichen Aromastoffen und fremden Farbstoffen dadurch zu umgehen, dass er dem aus Zucker und Weinsäure bestehenden Kunsthonigpulver eine Düte beifügte, die künstliches Honigaroma und einen Teerfarbstoff, in Zucker verteilt, enthielt. Natürlich nahm die ganze umgebende Masse den Geruch des Aromas sofort an und da der Zucker in der Düte feucht wurde, schlug auch der Farbstoff durch. Ferner glaubte man sich den Vorschriften von Art. 110 der Lebensmittelverordnung dadurch entziehen zu können, dass auf der Packung in unauffälliger Weise angegegeben war, der aus diesem Präparat hergestellte Kunsthonig sei nur zum eigenen Gebrauch bestimmt, d. h. eine Ware, die nicht in den Verkehr gelange und deshalb dem Lebensmittelgesetz nicht unterstellt sei.

Alle Kunsthonigpulver mit künstlichen Aromastoffen und künstlicher Färbung sind konfisziert worden. In mehreren Fällen überzeugten wir uns durch Herstellung von Kunsthonig unter genauer Befolgung der Vorschrift, dass die Angaben auf den Packungen wie «Feinstes Lindenblütenhonigpulver zur vollkommenen Nachbildung von echtem Bienenhonig», oder «der Inhalt des Päckchens reicht zur Bereitung von 5—6 Pfund feinstem, aromatischem, goldgelbem Kunsthonig», oder «Blütenhonigersatz von köstlichem Wohlgeschmack und natürlichem Aroma» mit grosser Vorsicht aufzunehmen und eigentlich als eine Täuschung des Publikums zu betrachten sind. Die aus solchen Kunsthonigpulvern hergestellten süssigen Sirupe können in Bezug auf Geruch und Geschmack nicht einmal als gute Kunsthonige taxiert werden, geschweige denn, dass sie auch nur eine entfernte Ähnlichkeit mit Honig hätten. Da, wie die Berechnung ergibt, in diesen Kunsthonigpulvern 1 kg Zucker mit Fr. 8.— bis Fr. 17.50 bezahlt werden muss, ist beantragt worden, gegen den Verkauf, gestützt auf den Bundesratsbeschluss über den Verkauf von Zucker, vom 27. November 1915, einzuschreiten.

Eine Ware, die mittelst eines Kunsthonigpulvers, welches künstlich gefärbt und parfümiert war, hergestellt wurde und die Konsistenz eines dicken Honigs besass, sollte als Tafelsirup in den Verkehr gelangen. Unsere Anschauung, dass es sich in diesem Falle um Kunsthonig handle, der nur behufs Umgehung der Art. 109 und 110 der Lebensmittelverordnung fälschlich als Sirup bezeichnet war, musste nachträglich, nachdem bereits eine Oherexpertise angebeht worden war, anerkannt werden, da das Präparat inzwischen vollständig fest wurde und also auch augenscheinlich kein Sirup mehr war.

In einem andern Fall wurde eine Mischung von Zuckersirup und Honig unter der Bezeichnung «Alpenkräutersirup Miela» in den Verkehr gebracht und auf den Packungen und Inseraten ausdrücklich die Verwendung als Tafelhonig empfohlen. Auch hier ist die Deklaration als Kunsthonig gefordert worden.

Die Schwierigkeit in der Anwendung des Art. 109 der Lebensmittelverordnung besteht eben darin, dass man sich darüber streiten kann, ob ein dicker Sirup im Aussehen und in der Konsistenz dem Honig ähnlich sei, und wenn man ernstlich will, dass Kunsthonig nicht unter dem Namen Sirup und Tafelsirup in den Verkehr gelange, so gibt es kein anderes Mittel, als festzustellen, dass als Sirup nur solche Präparate verkauft werden dürfen,

die einen noch festzusetzenden Wassergehalt, beispielsweise mindestens 30 % aufweisen. Dann sind sie sicher in der Konsistenz nicht mehr honigähnlich und können aber auch nicht mehr wie Honig auf Brot gestrichen werden. Wenn nicht in dieser Richtung vorgegangen wird, so ist mit grösster Wahrscheinlichkeit zu erwarten, dass der Ausdruck Kunsthonig im Verkehr verschwindet und die Honigsurrogate einfach als Tafelsirupe in den Handel gelangen. Damit werden natürlich die Art. 109 bis 115 der Lebensmittelverordnung, welche zum Schutze des Honighandels aufgestellt worden sind, vollkommen hinfällig.

Bei einem Schweinefett mit stark talgigem Geruch und Geschmack, das die Verdorbenheitsreaktion in intensiver Weise gab, wurde die Beobachtung gemacht, dass durch Erhitzen mit Kartoffelschnitzeln, wie es zum Backen erforderlich ist, der erwähnte Geruchs- und Geschmacksfehler völlig verschwand, so dass das als ungeniessbar erscheinende Fett durch diese Behandlung wieder verwendbar wurde. Auch die Verdorbenheitsreaktion trat mit dem erhitzten Fett nicht mehr ein.

Zum Preise von Fr. 2.50 per Liter wurde mehreren Hausfrauen Cottonöl als Olivenöl aufgeschwätzt.

Mehrere zum Verkauf bestimmte Speiseöle hatten durch Wasserzusatz und Emulsionsbildung ein unappetitliches Aussehen gewonnen.

Es sind im Berichtsjahre 575 Weine, teils in amtlichem, teils in privatem Auftrag untersucht worden, die in 105 Fällen Anlass zur Beanstandung gaben. Gründe der Beanstandung waren: Unrichtige Bezeichnung (31 Fälle), zu stark geschwefelt (1), zu stark gefärbt (1), künstlich gefärbt (6), verdorben (21), Geruchs- und Geschmacksfehler (6), den Anforderungen für Weine ohne Herkunftsbezeichnung nicht entsprechend (7), Kunstwein (17), oxalsäurehaltig (15).

Grössere Mengen eines italienischen Weines, der aus einem andern Kanton hierher geliefert wurde, waren mit einem Teerfarbstoff stark gefärbt.

Ein weisser Elsässer Flaschenwein aus dem Jahre 1889, der durch seinen unangenehmen sauren Geschmack aufgefallen war, enthielt ausserordentlich viel Sulfate, nämlich als Kaliumsulfat berechnet 4,2 Gramm im Liter. Aus der Analyse war zu schliessen, dass der Wein freie Schwefelsäure enthalte, und solche konnte in dem vorliegenden Fall nur durch Lagern in unrationell behandelten Fässern aufgenommen worden sein. Ähnliche Fälle sind in den Jahresberichten 1906, 1911 und 1912 erwähnt, aber derart grosse Mengen von Sulfat sind bis jetzt hier nicht beobachtet worden. Spanischer Rotwein war auf der Reise mit Meerwasser vermischt worden und konnte wegen seines bitter-salzigem Geschmacks nur noch als Essiggetränk Verwendung finden. Sein Kochsalzgehalt betrug 5,7 Promille. In zwei Fällen musste ausländischer Wein, der im Inland gallasert worden war, als Kunstwein beanstandet werden.

Nachdem durch die Zeitungen die ausge dehnten Weinverfälschungen einer ostschweizerischen Firma bekannt geworden waren, erhielten die Lebensmittelinspektoren den Auftrag, in sämtlichen Wirtschaften nach solchen Weinen zu fahnden. Dabei ergab sich, dass 18 Basler Wirte Weine von dieser Firma bezogen hatten. Es wurden im ganzen 20 Proben erhoben, von denen 12 zum Teil wegen unrichtiger, zur Täuschung geeigneter Bezeichnung, zum Teil als oxalsäurehaltig zu beanstanden waren. Die Ergebnisse unserer Untersuchungen wurden zur weiteren Behandlung dem thurgauischen Verhörrichteramt überwiesen. Der Gehalt an Oxalsäure betrug in allen Fällen weniger als 0,1 Promille und konnte nicht als gesundheitsschädlich betrachtet werden. Der Nachweis dieser Säure war aber praktisch insofern von wesentlicher Bedeutung, als er das einzige sichere Mittel war, um auf chemischem Wege den Beweis dafür zu erbringen, dass die beanstandeten Weine Kunstwein enthielten.

Ein Rhabarberwein, der durch Vergären eines Gemisches von Rhabarbersaft mit 5 Teilen Wasser und einem Teil Zucker hergestellt worden war, wurde von mehreren Degustatoren als leichter Waadtländer taxiert. Die Anfrage, ob dieses Getränk unter der Bezeichnung Rhabarberwein in den Verkehr gebracht werden dürfe, musste in Anbetracht der Bestimmungen des Kunstweingesetzes verneint werden.

Die Inspektion von Wirtschaften führte zu nicht weniger als 91 Beanstandungen, darunter die Grossezahl wegen fehlender oder unrichtiger Weinkarten.

In mehreren Fällen waren auf Fässern und Weinkarten gewöhnliche Tirolerweine als «Tiroler Spezial» bezeichnet. Die Vorschrift des Art. 186 der Lebensmittelverordnung, wonach Fässer mit ganz oder teilweise verdorbenem Wein keinen Ausschankhahn tragen dürfen und mit der Aufschrift «Verdorben, nicht zum Verkauf bestimmt» versehen sein müssen, haben sich die Inhaber von Wirtschaften noch nicht allgemein eingepägt. Wegen Nichtbefolgung dieser Vorschrift hatte mehrmals Beschlagnahme von Weinvorräten zu erfolgen.

Anlass zur Beanstandung gab auch das Stehenlassen von Bierresten am Wirtschaftsbuffet. Um bei den Gästen und auch bei einer stattfindenden Kontrolle den Verdacht, dass dieses Bier wieder ausgeschenkt werde, nicht aufkommen zu lassen, sollten Bierreste unbedingt von der Ausschankstelle ferngehalten werden.

Technische Rundschau

Nachdruck verboten.

Von der Gerste.

Die Gerste gehört zu jenen nützlichen Pflanzen, die weithin auf der Erde verbreitet sind und die auch mit recht verschiedenem Boden vorlieb nehmen. Sie liebt am meisten einen tiefgründigen Lehm- oder Lehmmagerboden; sie gedeiht aber auch noch auf lehmigem Sandboden. Gebundenen Tonböden vermag sie zu vertrauen. Sie ist aber insofern etwas anspruchsvoll, als sie unkräftiges Feld verlangt, das nicht abgetragen ist, und wenn eine reiche Ernte verlangt wird, so ist eine gründliche Düngung, auch mit Chilisalper und Superphosphat, nötig.

Trotz dieser Ansprüche, oder besser gesagt, bei diesen nicht unbedeutenden Anforderungen, ist die Gerste zur Weitzpflanze geworden, die hier in diesem, dort jenem Zwecke dient. Sehr reichlich sind in dieser Beziehung Karten, aus denen die Verbreitung der wichtigen Getreidearten zu ersehen ist. Man erkennt zunächst daraus, dass sich die Gerste in allen fünf Weltteilen ansiedelt hat. Die landwirtschaftlich reiche Nordamerika zieht viel von diesem Getreide, und der Anbau reicht dort etwa bis zum 55. Grad nördlicher Breite. Auch Südamerika besitzt diese wichtige Pflanze, die unter dem Wendekreis des Steinbocks ebensogut gedeiht, doch in Mexiko, das von Wendenland des Krebses durchschnitten wird. In Australien finden man Gerste wohl überall, wo dieser im ganzen unwirtliche Erde überhaupt Landwirtschaft zeigt, und auch in dem weit nach Süden reichenden nördlichen Afrika ist sie bekannt u. geschätzt. Zu den eigenartigen Sorten der Gerste gehört, das heißt, dass sie sowohl in heissen Ländern vorkommt, selbst wenn diese sehr trocken sind, als auch in ziemlich kalten gedeiht. So wächst sie beispielsweise in dem sonst recht unfruchtbaren und sandigen Arabien, sowie in heissen Indien, wo ihr der allerschönste jenseitige Reichtum in Asien und besonders in Europa ist sie bis zum nördlichen Polarkreis vorgezogen, und im Süden dieser Weltteile gedeiht sie stellenweise reichlich. So dehnt sich ihr Verbreitungsgebiet zwischen dem Hamar des Nordpols, sowie zwischen San Francisco und Wladivostok aus. Es gibt also auf der Erde Gerste genug, um alle Bedürfnisse zu befriedigen.

Zu welchen Zwecken wird nun die Gerste gebraucht? Kann man Brot aus ihr gewinnen? Allerdings, doch ist sie gerade zur Brotbereitung wenig geeignet. Man müsste dann schon Weizen dem Gerstemehl beimengen. Hoch im nördlichen Europa, wo ersteres verhältnismässig schwer zu beschaffen ist, bäckt man allerdings Brot aus Gerste allein, und auch in Schottland geschieht das. Wir Mitteluropäer sind es jedoch, die am liebsten weisses Gerstebrot zu geniessen. Diese Pflanze ist aber ein ausgezeichnetes Futtermittel, und zwar kann man nicht allein die Samen, sondern auch das Stroh verwenden. Im Orient bildet Gerste sogar die ausschliessliche Kraftnahrung der Pferde, und die Vorkitzler haben die Feuchte mag mit dieser führen, dass sie reichlich Gerstekörner geniessen können.

Der Gersten- und Malzkaffee braucht zu seiner Herstellung ebenfalls erhebliche Mengen dieser nützlichen Pflanze; denn dieses Getränk hat sich nicht nur in Frankreich, sondern auch in England und für manche schädlichen Stoffe, die dem echten Kaffee-eigen sind, hat das Ersatzmittel doch einen Geschmack, der demjenigen des Kaffees einigermaßen ähnlich ist, sodass er vielen Leidenden empfohlen werden darf, die nicht auf ihren Brauen nach Verbotene trüben. Auch die der Hausfrau wohlbekannteren Gersten werden aus Gerste — selten aus Weizen — bereitet. Dazu sind besondere Maschinen nötig, die das Schälen, Rollen und Polieren der Körner besorgen. Es sind eigenartige Mühlen, deren Walzen nicht aus Eisen, sondern aus Holz gefertigt sind, sich nach der Sorte richtet, die erzeugt werden soll.

Neben diesen Verwendungen der Gerste zu Nahrungszwecken steht nun ihre Benutzung zur Herstellung eines Genussmittels, und zwar des Bieres. Zum Brauen dieses Getränkes braucht man Getreide, die einen reichlichen und gleichmässigen schwankenden Gehalt an Stärke besitzen, und bei denen gewisse chemische Vorgänge glatt verlaufen. Hier eignet sich gerade Gerste vorzüglich, und schon Ägypter, Griechen und Germanen kannten die Kunst, Bier aus ihr zu gewinnen. Uebrigens kann man auch Weizen benutzen, wie das bei gewissen Biersorten geschieht.

Beim sog. Malzen wird die Gerste gezwungen, zu keimen, wobei sich die Diastase bildet, ein besonderer Eiweissstoff, auf dessen Veranlassung hin die Stärke der Gerste in Maltose, ein Molekül Wasser aufnimmt. Damit geht aber eine ganz wesentliche Veränderung in ihr vor; denn es verwandelt sich die Stärke nun in Zucker, und an diesen kann sich der Vorgang der Gärung anknüpfen. Letzterer besteht bekanntlich darin, dass sich der Zucker in Alkohol und Kohlendioxid zerlegt, die dabei einen eigenen Reiz verlieren. So lässt sich sofort ersehen, dass auch die Gerste ein vielseitiges Nahrungsmittel ist, das hochgeschätzt werden muss.

Saison-Eröffnungen.

Engelberg: Hotel Kurhaus Titlis, 10. Mai.
Seelisberg: Hotel u. Pension Bellevue, 10. Mai.
Spiez: Park-Hotel Bubenberg, 15. Mai.
St. Moritz-Dorf: Hotel Monopol, 15. Mai.
Visp-Zermatt-Bahn: 15. Mai.
Zermatt: Hotel Mont-Cervin, 15. Mai.

Kleine Chronik.

Clarens. M. Conrad Ritzmann, précédemment Hotel du Château à Vevey, a repris l'Hôtel des Crètes à Clarens-Montreux depuis le 7 Mars 1916.
Zermatt. Die Visp-Zermatt-Bahn nimmt am 15. Mai ihren Betrieb wieder auf. Mit gleichem Tage wird auch das Hotel «Mont-Cervin für die Saison» eröffnet werden, während die übrigen Etablissements der A.-G. Hotels Seiler im Laufe des Monats Juni dem Betriebe übergeben werden.

Zürich. Dem Vernehmen nach beantragt der Verwaltungsrat der A.-G. Savoy Hotel und Baur en ville für das Jahr 1915 die Ausrichtung einer Dividende von 4,5%. Es ist dies die erste Dividende seit der im September 1906 erfolgten Umwandlung des Etablissements in eine Aktiengesellschaft.

Haftpflicht der Hoteliers in Oesterreich. Die Bestrebungen des Reichsverbandes österreichischer Hoteliers auf Begrenzung der Haftpflicht für im Hotel verlorene oder abhandene gekommene Effekten der Gäste haben nunmehr zu einem günstigen Resultat geführt. Nach einer Mitteilung der

«Oester. Hotelindustrie» wurde die bisher unbeschränkte Haftpflicht der Hotels auf das Maximum von 1200 Kronen beschränkt.

Une invention pratique. M. Louis Müller, directeur du Carlton-Hôtel à Lausanne, vient de prendre un brevet pour un système de tamis interchangeable, destiné à rendre de grands services non seulement aux cuisiniers, mais aussi aux pharmaciens, aux apysiers-peintres, etc. Le «Tamis Muller's Patent» a l'avantage d'être d'une solidité à toute épreuve; il se démonte facilement, permet l'utilisation des toiles métalliques usagées; au point de vue hygiénique et économique, il réalise ce qu'on a fait de mieux jusqu'ici.

Schwizer. Miestark, Tonhalle Zürich. Die Konsumenten scheinen sich für dieses bäuerliche Unternehmen fast mehr zu interessieren, als die Mostproduzenten, und doch könnten diese auch noch viel lernen. Hat doch das Preisgericht sich veranlasst gesehen, ein verhältnismässig wenige Diplome Klasse auszustellen. Immerhin muss auch konstatiert werden, dass nur eine verschwindend kleine Anzahl Aussteller geringe Getränke eingeschickt hat. Die Kaufvermittlung hat alle Hände voll zu tun, vorab treten die Konsumvereine und die Weinhändler ein. Aber auch ausländische Liebhaber fehlen nicht. Die Kleinbestellungen für Private laufen haufenweise ein, so dass der Zweck der Veranstaltung vollauf erreicht wird.

Verkauf von saeccharinhaltigem Wein. Wegen Verkauf von saeccharinhaltigem Wein wurde in Basel ein italienischer Speziierer und sein Lieferant, eine Zürcher Weinhandlung, verurteilt. Der Mann hatte ein Quantum von 2350 Liter Rotwein bezogen, der den stolzen Namen «Lambrusco amabile» trug und sich bei der Untersuchung durch den Kantonschemiker als mit Saeccharin versetzt erwies. Beide Verzeigte bestreiten ein Verschulden und schieben die Schuld auf die Produzenten in Italien, die infolge des durch den Krieg dort herrschenden Zuckermangels ihre Zuflucht zum Saeccharin nahmen. Das ganze Quantum Wein ist nach den Vorschriften des Lebensmittelgesetzes im Weinhandlung worden. Das Gericht nimmt bei beiden Verzeigten Fahrlässigkeit an, die aber bei dem Speziierer nicht strafbar sei. Dieser wird freigesprochen, und die Weinhandlung mit Fr. 40.— Geldbusse bestraft.

Die Hotelstatistik im Grossen Rat des Kantons Graubünden. Die Geschäftsprüfungs-Kommission des Kantons Graubünden stellt in ihrem Bericht per 1915 folgenden Antrag an die Produzenten in Italien, die infolge des durch den Krieg dort herrschenden Zuckermangels ihre Zuflucht zum Saeccharin nahmen. Das ganze Quantum Wein ist nach den Vorschriften des Lebensmittelgesetzes im Weinhandlung worden. Das Gericht nimmt bei beiden Verzeigten Fahrlässigkeit an, die aber bei dem Speziierer nicht strafbar sei. Dieser wird freigesprochen, und die Weinhandlung mit Fr. 40.— Geldbusse bestraft.

Arosa. (Korr. Br.) Die Arosser Kurhaus-Aktiengesellschaft hatte vor einiger Zeit im Prinzip die Erstellung eines gegenüber der ersten Planausarbeitung kleineren Kursales mit anschliessenden Räumen und drei gegen die Poststrasse ausgebauten Läden beschlossen. Die Ausführung ist aber noch einer Subventionseinstellung des Arosser Kurvereins, der jedoch wohl, wenn auch eine Debatte in der nächsten Kurvereinsversammlung zu erwarten ist, zugestimmt werden wird. In der Arosser Zeitung wurde von einem «alten Kurort», der die neuen Baupläne im Gegensatz zu den weiterentwickelten, spezielle Berücksichtigung schenken, nicht völlig orientiert zu sein scheint, eine Opposition angefangt, die im Interesse der gesunden baulichen Entwicklung Arossa bedauerlich ist. — Es kann selbstverständlich in den Kurorten Graubünden nicht ohne eine heftige Ueberproduktion verwandt werden. Der Kurort Arosa hat, wie es zu erwarten war, im allgemeinen durch die Bahnverbindung eine anspruchsvollere Gästefach als vorher bekommen. Ein von Hotel zu Hotel reisendes dreiköpfiges Kurortversteher ist daher eines Kurortes mit Weltnamen unwürdig, so mehr, als die Mehrzahl der Gäste in einem derartig spezifischen Kurort auf Unterhaltung ohne Mitwirkung angewiesen ist. Mit einer massigen Erhöhung der Kurtaxe, die überdies für die nächsten Jahre vorgesehen war, wird man eine wirkliche Abhilfe herbeiführen nicht zurückerschrecken. Ueber eine solche verfügt Arosa, wie die Besetzungszahlen dieses Winters zu Genüge beweisen. Dieser gesunden, nicht künstlich angefangenen Entwicklung des Arosser Kurortes durch den Bau des Zentralpunktes, der in der nächsten Jahreszahl nach dem Kurort Arosa einziehen wird, ist eine neue Entwicklung entgegenzusetzen, besonders da auch ein Massenbesuch der spezifischen Kurorte der Schweiz in den Jahren nach dem Frieden zu erwarten ist.

Die Gurtenbahn beförderte im verflossenen Monat 2666 (1915: 1.996) Personen; Total der Einnahmen Fr. 1.674,40 (1915: Fr. 774,25).

Verkehrswesen.

Die Gurtenbahn beförderte im verflossenen Monat 2666 (1915: 1.996) Personen; Total der Einnahmen Fr. 1.674,40 (1915: Fr. 774,25).

Fremdenfrequenz.

Zürich. Fremdenfrequenz in den Hotels und Pensionen pro Monat April 1916: Schweiz 10,436, Deutschland 1715, Oesterreich-Ungarn, inkl. Lichtenstein 338, Italien 418, Frankreich 453, Spanien und Portugal 68, Belgien, Luxemburg und Holland 294, Grossbritannien und Irland 19, Dänemark 11, Schweden und Norwegen 30, Russland 52, übrige europäische Staaten 204, Nordamerika 67, übrige aussereuropäische Länder 51. Total 14,183 (1915: 12,688).

Bern. Laut Mitteilung des Verkehrsvereins Bern verzeichneten die stadtbürgerlichen Gasthöfe im Monat April 1916 9958 Personen (1915: 7629). Davon entfallen auf die Schweiz 7746, Deutschland 567, Frankreich 486, Oesterreich 137, Russland 95, England 108, Amerika 78, andere Länder 741.

Luzern Hotel Germania

Ab Oktober sucht routinierter Schweizer Hotelier und Restaurateur, 30-jährig, Korrespondent in 4 Sprachen, Position, Geil. Offerten an Postfach 16078, Lugano. (28)

Conservenfabrik Seethal in Seon (Aargau)

Confitures, Gemüse- und Früchteconserven, Syrupe

(171)

Hotel- & Restaurant

Buchführung

Amerikanisches System Frisch.
Lehre amerikanische Buchführung nach meinem bewährten System durch Unterrichtsblätter. Hunderte von Anerkennungsbescheiden. Garantie für den Erfolg. Verschiedene Prospekt. Prima Referenzen. Richte auch selbst in Hotels und Restaurants Buchführung ein. Ordne verschiedenartige Bücher. Gehe auch nach auswärts.
Alle Geschäftsbücher für Hotels auf Lager.
H. Frisch, Zürich I
Bücherexperte (10)

Pension

am Thunsee, Nähe Bahnhof, in fr. Lage, günstig zu vermieten. Kleines, freundliches Haus. Anfragen befördert die Schweiz. Anst.-Exp. A. G. Hasenstein & Vogler, Bern, unter Chiffre U. 3065 Y. (268)

Offeniere

Prima Oliven-Öl per Liter 3.25
Prima Speise-Öl „ 2.60
Prima Cocos-Nuss-Fett p. kg. 2.80
Wein-Essig „ per Liter „ 60
Geröst. Kaffee-Bohnen p. kg. 1.90
Ger. Vorder-Schinken „ „ 3.20
Geruch. Brustspeck „ „ 2.90
Gesalzene Ware „ 2.90
Prima Speise-Reis „ „ 80
„ Tessin-Teigwaren „ „ 90
Walliser Flaschenweine.
Clos de Montbeux 1/2 l. 1.40, 1/2 „ 80
Etiole du Valais „ 1.40
Malignon „ 1.40 „ 80
Döles Clos de Ravanne 1/2 „ 1.70
Grand Mousseux Valaisan 1/2 „ 2.70
In Kisten von 30, 50, 60 Flaschen.
Most „ per Liter „ 20
Prima Birnen-Saft „ „ 24
Prima Apfel-Saft „ „ 26
In Packungen v. kg. 5, 10, 25, 50, 100, 200.
Vinoline-Cocos-Fett p. kg. 2.80
Viola-Kochfett „ „ 2.80
Nur für Schweiz. Konsum.
A. F. Zullig, Lugano.
Telephon 6.18 (201)

WER

Stelle sucht in Hotel oder Pension oder Personal bedarfsinsetiert mit Erfolg in der in Basel erscheinenden
HOTEL-REVUE
Offizielles Organ des Schweizer Hotelier-Verzins.

Demoiselle

de 18 ans, ayant fait un apprentissage comme repasseuse, cherche place, où elle pourrait exercer son métier, dans un hôtel (lingerie) ou comme femme de chambre, dans la Suisse française, pour en même temps se perfectionner dans la langue française. Bon gage demandé. Adressez vos offres à M. le pasteur W. Hoch à Zell (Zürich). (278)

Hygienische

Bedarfsartikel und Gummlwaren in grosser Auswahl. (Probierort: 3.30 u. 5.50) Preisliste mit 100 Abbild. gratis u. versch. Sanitätsgeschäft P. Hübscher (377) Seefeld 98, Zürich 8.

A vendre ou à louer

pour raison de famille, bon petit hôtel meublé au centre du Valais industriel. Prix et conditions favorables. S'adr. Georges Tabin, Siere. (257)

Spezialität

Tea Rikli
Mischungen für Hotels und Confiseries.
A. Rikli-Egger, Bern. (232)

Affaire exceptionnelle

A vendre hôtel meublé à Alger (Algérie) sans restaurant; installation moderne, dans quartier populaire et d'avenir. Recettes prouvées, av. tendance à augmenter. Prix 40,000 francs. S'adresser à l'Agence de voyages: Mollard & Cie, Vevey. (Za 8077)

Kochfett

sehr ergiebig à Fr. 3.—, hochfein mit Rahmbutter à Fr. 3.80 6, 10 und 20 Kilogramm. (287)
Hans Sommer, Sälistrasse, Olten.

Servietten in Leinen-Imitation zu billigen Preisen



Schweizerische Verlags-Druckerei G. Böhm & Bascl 10 Leonhardstrasse 10

Cache-pots „Valauries“

avec sooles, hauteur environ 30 cm; éventuellement sans soole, hauteur 31 cm environ. Indiquer couleur, forme et prix à M. H. Loemann, Höttingen, La Prairie à Lausanne. Mg. (279)
MAISON FONDÉE EN 1826

SWISS CHAMPAGNE



MAULER & CIE
au Prieuré St-Pierre
MOTIERS-TRAVERS

Nachtisch-Einlagen

aus prägn. Holz, geg. Geruch. Stück 40. In Droge u. Haushalt-Gesch. Von jeder Hausfrau gelobt. (158)

Pension.

A vendre ou à louer de suite la (293)
Pension des Fougères à Plamboiz sur Olon (1127 m. d'altitude) de construction récente, comprenant 34 chambres meublées et toutes dépendances. Belle situation et vue splendide. Conditions très avantageuses pour premier séjour. (293)
S'adresser pour visiter à M. A. Chambovey, cafetier, à Olon, et pour traiter au Crédit foncier Vaudois, à Lausanne.

Unter günstigen Bedingungen zu verkaufen ein guterhaltenes

Motorboot

Tragkraft 18 Personen, 4 cylindrisch, Geschwindigkeit circa 16 km. per Stunde. Auskuff Postfach 20184, Lugano-Paradiso.

Zu verkaufen.

Ein Kreuz-Thermalbad (Heilschluffbad), complet, bereits neu, wird bedeutend unter Ankauf abgegeben. — Anfragen unter Chiffre Z. P. 2416 befördert die Anst.-Exp. Rudolf Mosse, Zürich. (282)

Gesucht

tüchtiger, gut empfohlener Hausdiener.

Zeugnisabschriften u. Photographie nebst Gehaltsanprüchen unter Ch. Z. G. 837 an Rudolf Mosse, St. Gallen. (291)

Günstige Kaufgelegenheit für Architekten, Hotel- u. Badeanstalts-Besitzer

11 engl. Feuerornamente ungebraucht, mit Schönheitsfehlern, ab Baustelle in der Schweiz, zum Ausnahmepreis von Fr. 70.— per Stück zu verkaufen.
Offerten unter F. S. K. 929 an Rudolf Mosse, Frankfurt a/M. (289)



Sportanzüge Zweckmässig
BURGER-KEHL & Co.
Basel, Bern, Genève, Lausanne, Luzern, Neuchâtel, St. Gallen, Winterthur, Zürich 1.

Dr. Krayenbühls Nervenheilanstalt „Friedheim“
Zihlschlacht (Schweiz), Eisenbahnstation Amriswil, für Nerven- u. Gemütskranke, Entwöhnungskuren (Alkohol, Morphinum, Kokaïn usw.) * Gegründet 1891. * Sorgfältige Pflege. Hausarzt: Dr. Wannier. Mg. (Za 2452 g). Chefarzt: Dr. Krayenbühl.

Erste und älteste Schweizer Marke
Iva General-Agentur
Erlachstr. 5 BERN Erlachstr. 5
Prospekte, Muster und Barrezepte gratis auf Verlangen
Iva Liqueure
Erlachstr. 5 BERN Erlachstr. 5 (163)

Kleine Anzeigen große Wirkung
wenn sie sorgfältig abgefaßt und zweckentsprechend ausgefattet sind, wenn die Auswahl der zu benutzenden Zeitungen auf Grund sachdienlicher Erfahrung getroffen wird. Bitte diese Bedingungen werden erfüllt ohne irgendwelche Preisermäßigung, ferner wird eine weltweite Bereinigung, Zeit- und Arbeitsersparnis erzielt durch Liebertragung derartiger Anzeigen an die
Annoncen-Expedition Rudolf Mosse
Zürich Basel
Limmatquai 34, Telephon 660 Neuchâtelvorstadt 50, Telephon 2164

Demme & Krebs, Bern

Gegründet 1864 Export Telephon No. 1887
Spezialitäten: Kirschwasser, Enzian, Reckholder, Trusen, Zwetschgenwasser, Magenbitter, Heidelbeerbranntwein, süsse Liqueurs, div. Sirops etc.
Direkt. Import v. Cognac, Rhum, Arac, Whisky, Turiner-Wermuth, Malaga, Madere, Sherry, Portwein, Sherry-Brandy, Chartreuse, Benedictine etc.
CHAMPAGNER-WEINE
Goldene Medaillen und Diplome: Zürich, Melbourne, Paris, Bern, Basel etc.

reineleine Badetücher

Wir können noch einen Posten
in verschiedenen Grössen, bis 160 x 240 cm, liefern. Solche sind heute billiger als die baumwollenen Prototypen, zu dem viel angenehmer im Gebrauch, leichter waschbar und leichter trocknend. Auch in kleinen Toilettepacken, sog. „Kameretasche“ haben wir noch Vorrat billig abzugeben.
Müller & Co., Leinwandweberei, Langenthal. (260)

NEUCHÂTEL PERRIER SAINT-BLAISE HORS CONCOURS MEMBRE DU JURY BERNE 1914.
WEINHANDLUNG LENDI & Co., St. Gallen u. Chur
liefern die besten
Veltliner Flaschenweine, Tiroler Spezial, St. Magdalena, Malanser Eigenbau, Maiefelder, Churer Beerli.
Landesausstellung in Bern 1914: Für Bündner Rheinweine Goldene Medaille.

Das Hotel-Restaurant Schlösschen Wörth am Rheinfall

(Eigentum des Kantons Schaffhausen)
an schönster Lage im Rheinfallecken gelegen, mit grosser Terrasse und Veranden und mit der Ueberfahrtsgerichtigkeit nach dem Rheinfallecken und nach dem Zürcherufer, ist zu verpachten. Tüchtige Bewerber belieben sich behufs näherer Auskunft an die Finanzverwaltung des Kantons Schaffhausen zu wenden. Das Pachtobjekt kann sofort angetreten werden.

Confiserie- u. Biscuitfabrik J. Arni, Lyss

empfeilt Hotels, Restaurants u. Buffets ihr grosses Assortiment in den feinsten BISCUITS Spezialität „HOTELMISCHUNG“ Probierbüchsen à 4 Kilos, per Kilo Fr. 3.20. (87)
Feinster Kunst-Tafelhonig in Kesseln von 30 Kg., zu Fr. 1.20 per Kilo.

Fremden-Pension

sofort billig zu verkaufen im Berner Oberland. 28 Betten, elektrisch Licht, Zentralheizung, Bäder, grosser Garten. Preis 65 Mille, Anzahlung 5 Mille, Auch Tausch gegen kleines Wohnhaus oder Pension im Tessin. Offerten unter Z. R. M. 442 an die Annoncen-Exped. Rudolf Mosse, Limmatquai 34, Zürich.

Mobilier gut erhalten und ein Posten Lingen würde gekauft, zur Komplettierung eines Landgasthofes. Offerten unter Chiffre H. N. 3511 an die Annoncen-Exped. Rudolf Mosse, Basel. (292)

A remettre à Genève, dans de très bonnes conditions, à cause de départ pour la guerre, petit hôtel

dans maison neuve, comprenant salle de brasserie, 20 chambres, mobilier neuf. On louerait avec droit de préférence pour achat de l'immeuble sur place import. de la ville; durée du bail à volonté et facil. de paiement. S'adr.: Louis Uebersax, 1, Place du Lac, Genève.

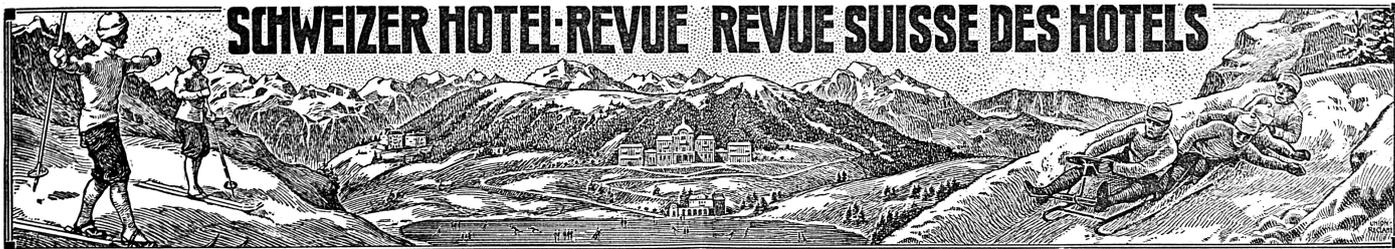
J. Bürgisser, Desinfektion, Küsmacht b. Zürich

übernimmt die Ausrottung von Schwabenkäfern, Wanzen, Mäusen, Motten, etc. unter vertraglicher Garantie.
Zum Selbstbehelf versende bewährtes Mittel zu bescheidenen Preisen.

Man spart
Kosten, Zeit u. Arbeit durch Benutzung unserer Annoncen-Expedition, selbst wenn es sich nur um eine Gelegenheits-Anzeige, ein Gesuch oder ein Angebot handelt, das in einer oder mehreren Zeitungen veröffentlicht werden soll.
Annoncen-Expedition Rudolf Mosse
Zürich Basel
Limmatquai 34 Annoncenort 50
Telephon Nr. 660 Telephon Nr. 2164

SWISS CHAMPAGNE
La plus ANCIENNE MAISON SUISSE
Fondée en 1811, à Neuchâtel
EXPOSITION DE BERNE 1914
MÉDAILLE D'OR
avec félicitations du Jury

Schweizerische Aktien-Gesellschaft
Bamberger, Leroi & Co., Zürich
Fabrik sanitärer Wasserleitungsartikel
Badewannen, W. C., Waschtische, Urinals, Bidets etc.; Spezial-Modelle für Hotels.



SCHWEIZER HOTEL-REVUE REVUE SUISSE DES HOTELS

Soucis d'avenir.

Que pour les petits Etats neutres qui, comme notre pays, sont placés juste à la périphérie de la zone de guerre, il n'y est aucun motif de considérer d'un œil optimiste l'avenir immédiat, c'est une opinion qu'on rencontre tous les jours dans la presse politique et qui est confirmée aussi par la situation générale des hostilités. Indépendamment de l'Orient où succès et insuccès de l'Entente tiennent à peu près la balance égale, aucun événement de grande envergure ne s'est produit depuis plusieurs semaines sur les différents théâtres de la guerre et même la gigantesque bataille de Verdun semble ne pas vouloir produire les résultats que ça et là on en attendait. Les chefs d'armées cherchent bien partout la décision, mais à sa place il s'est formé de plus en plus un équilibre des forces qui ne laisse rien moins présager qu'une fin prochaine de l'effroyable cataclysme. De l'avis de beaucoup de critiques qui se donnent l'air d'en savoir plus que le reste des mortels la situation stationnaire actuelle des belligérants ne serait, à vrai dire, que le calme qui précède l'orage et bientôt un épouvantable cyclone lui succéderait. Et, en effet, derrière la tranquillité relative qui règne à l'ouest et à l'est se cache un armement fébrile qui s'applique à employer les dernières forces mobilisables pour les jeter dans le plateau de balance de la grande décision, tant recherchée par les Puissances pour raisons économiques aussi bien que politiques. Il se jouera donc tôt ou tard sous les yeux des spectateurs neutres un nouveau spectacle de formidable éruption militaire et comme on en est réduit à des présomptions touchant le genre, le lieu et l'époque de ces futurs grands événements, il n'est que naturel que ceux qui sont demeurés en dehors de la mêlée redoutent que les petits Etats neutres viennent à être, contre leur volonté, attirés dans le conflit. C'est donc pour les petits peuples un devoir de premier ordre de suivre avec la plus sérieuse attention les péripéties de la lutte et surtout de garder leur poudre sèche.

Si la situation actuelle des hostilités et notamment la perspective de prochaines possibilités d'extension du fléau ne sont pas faites pour éloigner complètement les appréhensions politiques des neutres, leur position au point de vue économique est encore, si possible, plus inquiétante. Car, il ne s'agit plus là de simples appréhensions s'assombrissant ou s'éclaircissant tour à tour, il s'agit de faits tangibles tels que la guerre commerciale, la censure, la saisie de la poste neutre, etc., toutes mesures qui atteignent d'une façon intolérable à la longue les peuples paisibles. Dans notre petite Suisse, en particulier, contre le rempart granitique de laquelle les vagues déchaînées de la guerre déferlent de toute part et qui, encerclée par de puissantes nations, se trouve conséquemment à la merci des voisins, la cessation de la circulation générale fait sentir ses effets d'une façon toujours plus préjudiciable. L'arrêt des affaires, les difficultés opposées à l'importation, voire même le ligotement de celles-ci tourment presque en calamité qui menace sérieusement notre propre vie économique, parlant notre indépendance. Que faire, en conséquence, sinon de désirer que cette effroyable guerre trouve enfin sa terminaison par quelque changement décisif, afin que cesse du même coup le jeu cruel auquel les neutres sont exposés et afin que ces petits peuples puissent de nouveau vaquer à leurs travaux sans être inquiétés par des influences étrangères.

Il a été déjà démontré bien des fois ici même qu'aucune industrie n'a autant que l'hôtellerie souffert économiquement de la guerre. Nous avons également à réitérées fois mis en garde nos lecteurs contre des espérances trop optimistes leur faisant croire à une prochaine reprise de la circulation touristique, car l'immense destruction de richesses que la guerre provoque chez tous les peuples et dans toutes les couches laborieuses de la population imposera pour longtemps encore au public fortuné une certaine retenue dans ses dépenses de luxe. Nous croyons bien, nous aussi, à un réveil du goût du voyage après la guerre, le fait n'eût-il d'autres causes que le besoin, pour l'humanité, de passer à un genre de vie reconfortant qui rafraîchisse l'âme et le cœur et qui chasse de la mémoire les moroses impressions de ces longues et pénibles années de guerre. L'industrie et le commerce seront aussi dans la nécessité de renouer les liens rompus de l'économie universelle pour rétablir la production des marchandises et la clientèle détruite. Et pour cela

le plus nécessaire, ce sera de voyager. — Mais l'envie des voyages d'agrément qui, certainement, se manifesterait après les événements déprimants de ces temps d'angoisse, aurait-elle à sa disposition la menue monnaie nécessaire? C'est une question à laquelle nous ne pouvons pas répondre par l'affirmative pour toutes les classes sociales qui entrent ici en considération. Il faudra incontestablement après la guerre qu'une grande somme de travail, de gain et d'épargne soit réalisée avant que le mouvement des voyages de plaisir et que la circulation touristique puissent se développer de nouveau et retrouver leur extension et leur intensité d'autrefois. D'où cette conclusion que pour l'hôtellerie la série des années maigres ne peut nullement encore être regardée comme clôturée.

A cela s'ajoute pour l'hôtellerie suisse la rivalité plus serrée encore de la concurrence étrangère qui fait déjà aujourd'hui les efforts les plus intenses pour attirer à soi le mouvement international des voyageurs et l'orienter après la guerre économique, de sorte qu'à cet égard aussi le monde sera séparé en deux camps ennemis et qu'il restera peu de choses pour les petits Etats neutres. Il y a lieu d'admettre, il est vrai, que la Suisse continuera d'exercer sur le public son charme et sa puissance attractive et gardera dans l'avenir son rang comme pays de voyages. Et il est certain qu'entre les discours enthousiastes des conférences économiques et le fait concret du résultat obtenu, il y a encore un grand bout de chemin. Mais les cajoleries persistantes de l'hôtellerie française pour gagner la faveur du public voyageur américain, anglais et russe, comme les conférences du comité austro-allemand pour le développement réciproque de la circulation, comité à la séance duquel a été proclamé récemment à Vienne le principe d'une «nouvelle orientation du mouvement des voyageurs après la guerre», sont des symptômes qui, sans être directement inquiétants, sont cependant de nature à engager nos hôteliers à ouvrir l'œil. Ils doivent au moins leur montrer que l'hôtellerie suisse aura raison de se décider déjà pendant la guerre au sujet des lignes directrices qu'elle pense suivre pour garder sa position dans le tourisme international, cela d'autant plus que les questions de propagande la placeront probablement devant des problèmes tout nouveaux. On nous objectera peut-être que ce sera assez tôt après la conclusion de la paix pour trouver la solution de ces questions, mais nous disons, nous, qu'il vaut mieux tôt que tard, eu égard surtout à la concurrence étrangère, qui prend déjà ses dispositions, parce qu'elle sait qu'en matière de circulation des étrangers «les derniers ne seront jamais les premiers».

Que les économistes de tous les pays estiment de haute importance la valeur et la signification du tourisme et rendent de plus en plus attentifs leurs gouvernements à ce facteur économique, c'est là un fait qui ressort de certaines expériences recueillies seulement ces tout derniers temps dans les cercles hôteliers de notre pays. C'est ainsi que, durant la dernière saison d'hiver, on a pu constater dans nombre de stations de montagnes que de toutes les nationalités étrangères c'est l'élément anglais qui, de beaucoup, était le moins représenté. Ce phénomène tout à fait inexplicable pour les hôteliers devait frapper naturellement tout le monde, mais surtout les hôteliers eux-mêmes. Quand ils se sont informés du motif de ce changement, ils ont appris à leur grand étonnement que le gouvernement anglais ne délivre plus de passeports, notamment plus de passeports pour la Suisse, à cause du risque que des familles fortunées n'aillent s'établir dans ce pays. On ne saurait dire si c'est là le seul mobile ou le mobile prédominant qui a influencé le gouvernement britannique dans son geste. Etant donné la gigantesque consommation de forces employées dans tous les domaines, ce geste aura été sans doute aussi dicté par la volonté de garder en Angleterre les sommes d'argent que les voyageurs anglais dépensaient jusqu'à présent en Suisse pour leurs déplacements. Que ce refus de passeports n'ait pas eu pour seule raison la crainte de voir des sujets anglais s'établir à l'étranger et qu'il ait été aussi motivé par la volonté d'empêcher de gros abandons de numéraires en mains des neutres, c'est là une supposition qui résulte sans autres du fait que des personnalités haut placées et méritantes, que les autorités britanniques ne pouvaient pas facilement priver de passeports, ont été tout simplement signalées au contrôle maritime français qui, en pareils cas, refuse régulièrement l'autorisation de passage pour le continent. Ce n'est donc pas de l'animosité contre la Suisse qui a en-

gagé le gouvernement britannique à interdire l'émigration, c'est le souci de la situation financière du pays même. Cette mesure n'en affecte pas moins des intérêts suisses, puisqu'elle enlève à notre hôtellerie une partie importante de sa clientèle.

Incitées visiblement par l'exemple de l'Angleterre, les autorités allemandes se sont mises, elles aussi, à créer des difficultés au mouvement des voyageurs désireux de se rendre à l'étranger. La préfecture de police de Berlin a rendu en effet récemment une ordonnance en vertu de laquelle aucun passeport ne peut plus, pendant la guerre, être délivré pour des voyages de santé ou de plaisir au dehors. Seules les personnes malades pouvant justifier par un certificat médical qu'elles ont instamment besoin d'une cure dans une station climatique étrangère déterminée obtiennent la permission de sortir de l'empire. Pour enlever à cette mesure l'apparence d'être dirigée contre les neutres, l'ordonnance s'étend aussi aux voyages projetés vers l'Autriche-Hongrie, mais étant donné la propagande habituellement faite dans la presse allemande en faveur des Alpes autrichiennes, il n'y a guère lieu d'admettre que cette disposition soit appelée à être bien sérieusement observée. La préfecture de police de Berlin ne restera probablement pas seule à prendre cette attitude hostile au tourisme extérieur et d'autres autorités allemandes édicteront sans doute sous peu des arrêtés du même genre. Que cette mesure vexatoire poursuive des buts résolument défavorables aux neutres, c'est une chose qui résulte aussi du fait que la sortie du territoire allemand est refusée dès à présent aux voyageurs autrichiens qui veulent se rendre en Suisse par les stations-frontière allemandes et que la sortie est refusée aux voyageurs allemands voulant se rendre à l'étranger par les stations-frontière autrichiennes. Ils n'obtiennent l'autorisation que s'ils peuvent prouver que leur séjour dans les dits pays remonte déjà à un certain temps (au moins au 1^{er} Août 1914). Il s'agit là probablement de mesures de précaution destinées à prévenir les désertions, mais il n'est guère probable, qu'après bientôt deux années de guerre, il y ait encore dans ces deux Etats un bien grand nombre d'hommes qui, astreints au service des armes, aient pu se soustraire à l'appel.

Ce sont bien plutôt des raisons de nature financière qui auront dicté en Allemagne ces entraves de la circulation et on ne se trompera pas en pensant que les autorités allemandes veulent tout simplement empêcher l'exportation de l'argent sous forme de dépenses de voyage. Nous pouvons, en Suisse aussi, comprendre la chose, car chacun doit penser avant tout à soi-même.

Il n'en est pas moins vrai que les dispositions restrictives prises, tant en Angleterre qu'en Allemagne, équivalent pour l'hôtellerie suisse à un sérieux préjudice économique et ne sont par conséquent pas faites pour renforcer les espérances de nos hôteliers en l'avenir prochain. Plus la fin de la guerre se fera attendre, plus aussi les perspectives deviendront peu réjouissantes.

L'Ordonnance de sursis en faveur des hôtels.

(Fin.)

B. Quelle est la procédure à suivre pour obtenir l'autorisation de construction et de transformation?

Une seule autorité est compétente pour accorder ou refuser cette autorisation: C'est le Conseil fédéral. Sa décision n'est susceptible d'aucun recours. Mais la demande devra être adressée avec les pièces justificatives au Gouvernement cantonal. Elle devra être accompagnée d'une pièce établissant que le demandeur est en possession des moyens financiers ou qu'une banque les tient à sa disposition. Comment pourra-t-il rendre vraisemblable le besoin? Il y a des endroits de cure ou d'étrangers qui ont eu une bonne saison en 1915, malgré la guerre. Il sera permis de conjecturer que le nombre des visiteurs ne diminuera pas notablement, qu'il augmentera au contraire pendant la durée de la guerre et des années qui suivront la conclusion de la paix. Par une courte statistique le demandeur devra faire voir que son établissement ou que l'ensemble des établissements du lieu n'ont pas suffi pour loger les étrangers ou qu'un agrandissement appellera une récruescence de la clientèle. On ne pourra pas exiger davantage de lui.

L'autorité cantonale devra examiner ces documents. Elle devra surtout faire établir par les autorités inférieures le degré d'exactitude des allégations du demandeur. Nous croyons qu'après cela le gouvernement pourra donner son préavis en toute connaissance de cause. Il va de soi qu'il est en droit d'exiger du demandeur toutes les explications supplémentaires qu'elle estime nécessaires. Le préavis donné par le Conseil d'Etat est une condition essentielle pour que le Conseil fédéral prenne sa décision. Dans un arrêté, l'autorité fédérale a insisté sur ce point et a renvoyé tout le dossier au gouvernement cantonal afin qu'il remplisse cette condition.

C. Quelles sont les sanctions prévues par l'ordonnance?

Les autorités cantonales sont tenues d'empêcher toutes les constructions visées par l'article 27 de l'ordonnance et ne se trouvant pas au bénéfice de l'autorisation exigée. Elles devront le faire, cas échéant, à l'aide de la police. Le Conseil fédéral peut les obliger à intervenir si elle ne le font pas d'elles-mêmes.

Le propriétaire qui fait procéder à une construction ou une transformation hôtelière prohibée ou qui continue des travaux entrepris ou préparés avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance sans avoir obtenu l'autorisation, sera puni d'une amende jusqu'à 20,000 francs. L'ordonnance prévoit une amende jusqu'à la même limite aussi pour celui qui «aura procédé à l'un de ces actes». Faudra-t-il entendre par là l'architecte, le constructeur, le menuisier pratiquant ces travaux? La peine nous semblerait injustifiée et énorme. En tout cas, un architecte ou homme de métier ne pourrait être condamné que s'il a agi dolosivement, en donnant de fausses indications aux autorités requérantes ou en cachant le but des transformations ou des constructions qu'il a entreprises.

Nous avons analysé rapidement les dispositions de l'ordonnance du 2 Novembre 1915, de manière à donner aux hôteliers une vue d'ensemble sur cette matière de la législation et à leur permettre de les comprendre et de trouver le chemin à suivre pour se mettre au bénéfice du sursis.

Les hôteliers ont demandé des mesures protectrices plus larges. Ils y auraient certainement eu droit. Mais ils n'ont obtenu qu'une petite partie de ce qu'ils avaient demandé. Il y a cependant lieu d'espérer que la mesure de sursis pour les dettes hypothécaires unie aux mesures offertes par l'ordonnance du 28 Septembre 1914 permettront à de nombreux hôteliers de traverser la crise actuelle sans sombrer.

Les mesures légales, et surtout des mesures légales destinées à répondre aux nécessités passagères et exclusives d'une certaine classe de citoyens ou d'une certaine industrie, ne réussissent jamais à rendre complètement l'équilibre à une industrie atteinte d'un mal comme c'est le cas malheureusement pour l'hôtellerie. Le remède ne doit pas venir du dehors, mais du dedans même. Une organisation stricte, embrassant toutes les maisons, est une première exigence de guérison, car elle permettra d'établir les mesures efficaces, qui feront de l'hôtellerie suisse ce qu'elle doit être: une des industries principales et des plus florissantes de notre pays.

De l'éducation des clients.

§§. Dans le numéro 18 de la «Revue» un hôtelier nous raconte tous les déboires que lui a fait éprouver la présence dans son établissement de quelques hôtes trop exigeants. Je suis certain que de nombreux hôteliers pourraient raconter des expériences toutes pareilles à celle que nous venons de rappeler. Il est aujourd'hui un fait que ce sont les étrangers qui commandent dans nos hôtels, dans les grands comme dans les petits, bien davantage que le propriétaire ou le gérant lui-même.

Où est la racine de ce mal? Je crois qu'il est dû principalement au manque d'entente et de cohésion, au défaut d'une bonne organisation en ce qui concerne les affaires intérieures entre les hôteliers. Les hôteliers ont un peu éduqué leur clientèle dans ce sens, ils l'ont rendue telle qu'elle est aujourd'hui: sûre d'elle-même, persuadée que les hôteliers dépendent d'elle entièrement, difficile à contenter. Plus on lui offre, plus elle exige. C'est une vieille histoire, pourtant elle est encore vraie et il est bon de la rappeler de temps en temps.

